Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction mobilité, emplois,carrières** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDMEC/2015-901** **27/10/2015**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 4

Objet : Appel à candidatures : 4 postes dans le 2ème cercle.

Plusieurs postes (catégorie A/A+) sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Pour toute information complémentaire, il est possible de prendre contact auprès de Madame Isabelle FABREGUE (assistante à la sous-direction Mobilité, Emplois, Carrières) - téléphone : 01.49.55.53.65 - mail : isabelle.fabregue@agriculture.gouv.fr.

Agence Nationale de Sécurité Sanitaire Alimentation, Environnement, Travail (ANSES) :

1 poste de directeur(rice) de l'évaluation des produits réglementés (intrants du végétal, biocides) (catégorie A+ ou agent contractuel) à MAISONS-ALFORT (94).

1 poste de chargé(e) de projets scientifiques et techniques dans le domaine des éléments traces métalliques et minéraux (catégorie A ou agent contractuel) à MAISONS-ALFORT (94).

Institut Forestier Européen (EFI) :

1 poste de chargé(e) de mission économie du bois et de la forêt (catégorie A ou A+) à BORDEAUX (33).

Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage (ONCFS) :

1 poste d'ingénieur(e) de développement d'applications et d'applications cartographiques (catégorie A) à TOULOUSE (31).

L'adjoint au sous-directeur mobilité, emplois et carrières

Signé : Patrice CHAZAL

Date : 13 /10/2015

Poste à pourvoir	**Directeur de l'évaluation des produits réglementés (intrants du végétal, biocides) (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 1 ou agent titulaire de catégorie A+**
Type de contrat	**CDI, Détachement ou Affectation**
Localisation	**Maisons Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique.

L'Anses en chiffres

- 1300 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

La direction d'évaluation des produits réglementés (DEPR) évalue, selon la réglementation en vigueur, les produits phytopharmaceutiques et leurs adjuvants, les matières fertilisantes, supports de cultures, substances actives et produits biocides, pour lesquels des industriels ont déposé une demande d'autorisation de mise sur le marché auprès de l'agence. La DEPR met en œuvre une expertise scientifique interne, avec l'appui de comités d'experts spécialisés. Elle compte plus de 150 agents, structurés selon 9 unités scientifiques et de coordination.

Missions / contexte

L'Anses a depuis plusieurs années la responsabilité de l'évaluation des intrants du végétal et des biocides. Ses missions viennent de s'élargir, au-delà de l'évaluation des produits, à leur autorisation de mise sur le marché (AMM), ainsi qu'à la mise en place d'un dispositif spécifique de surveillance et de vigilance des effets de ces produits sur la santé humaine et l'environnement.
Cette extension des missions de l'agence a conduit à créer, en complément de la DEPR, une direction des AMM (DAMM) et une entité en charge de la phytopharmacovigilance (PPV). L'organisation mise en place vise à concilier l'exigence de préserver pleinement l'indépendance de l'évaluation scientifique des dossiers, dont la DEPR a la charge, avec la nécessité d'un pilotage transversal du processus global visant à réceptionner les dossiers déposés par les pétitionnaires, évaluer les produits, délivrer les AMM et assurer le suivi post-AMM, en veillant à optimiser les interactions et échanges d'information entre ces différentes entités.

Pour y parvenir, une Directrice générale adjointe en charge des produits règlementés (DGAPR) a été nommée auprès du directeur général pour assurer le pilotage et la coordination du processus transversal mis en œuvre par la DEPR, la DAMM et la PPV, dans le respect des responsabilités propres à chacune des entités concernées et prendre au nom du directeur général les décisions relatives à l'autorisation de mise sur le marché

Le directeur de la DEPR, qui rapporte hiérarchiquement au directeur général, assurera sa mission dans le cadre du pilotage et de la coordination assurés par la DGAPR au nom du directeur général, tout en exerçant en toute indépendance la responsabilité de valider les documents d'évaluation scientifique résultant du travail de la DEPR.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions et activités

Le directeur de l'évaluation des produits règlementés est chargé de diriger la DEPR et, à ce titre :

- d'assurer l'évaluation des dossiers d'autorisation de mise sur le marché transmis par la DAMM, selon les exigences et les délais fixés par la réglementation européenne, en veillant à assurer l'optimisation des différentes tâches à accomplir, et l'adéquation des moyens au volume de travail à réaliser
- de valider et de signer les documents issus de l'évaluation, en veillant à préserver la rigueur et l'indépendance de l'expertise scientifique
- d'apporter à la DGAPR et au directeur général de l'agence, en tant que de besoin et dans son champ de responsabilité, les éléments nécessaires à la préparation de décisions et positions de l'agence.
- de partager l'ensemble des informations utiles avec la DAMM et la PPV, et contribuer activement auprès de la Directrice générale adjointe à l'optimisation des processus globaux, notamment dans le cadre des instances de coordination mises en place.
- de veiller à une contribution active des équipes de la DEPR aux travaux européens, et d'identifier les sujets justifiant l'engagement d'études et recherche ainsi que d'éventuelles auto-saisines.

Le directeur de l'évaluation des produits réglementés sera membre du comité exécutif (comex) et membre du comité de direction (CODIR).

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Profil requis :
Corps de haut fonctionnaire, Pharmacien, Docteur en sciences, Ingénieur …

Expériences similaires
Cadre supérieur ayant une solide expérience :

- de management opérationnel d'équipes importantes et d'activités à caractère scientifiques
- de management en gestion de risques sanitaires et environnementaux,

Compétences

- capacité à prendre ses responsabilités en toute indépendance, dans un cadre très opérationnel, grâce à une bonne maitrise du cadre réglementaire
- capacité à collaborer avec les entités en interface
- Maîtrise des techniques de management d'équipe et de conduite de changement, gestion de projets,
- Capacité à représenter l'agence à haut niveau, tant aux plans national qu'européen et international.
- Bonne pratique de l'anglais pour développer les échanges avec nos homologues européens
- Capacité à s'investir dans un domaine caractérisé par un cadre réglementaire complexe, à s'interroger sur toute donnée nouvelle et à prendre des initiatives pour anticiper les questionnements scientifiques et sociétaux
- Connaissance du fonctionnement des institutions françaises, européennes et internationales, dans le secteur de la gestion du risque sanitaire,

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 13 novembre 2015

Renseignements sur le poste : Isabelle Tilly-Becker, DRH (isabelle.tilly-becker@anses.fr; 01 49 77 38 72)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2015-131 à : recrutement@anses.fr

Date : 01/10/2015

Poste à pourvoir	**Chargé de projets scientifiques et techniques dans le domaine des Eléments Traces Métalliques et Minéraux (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A**
Type de contrat	**CDI, détachement, affectation**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs. Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Laboratoire de Sécurité des Aliments, site de Maisons-Alfort
Département Contaminants Chimiques des Aliments
Unité Eléments Traces Métalliques et Minéraux (ET2M)

Missions / contexte

Le laboratoire de sécurité des aliments, site de Maisons-Alfort intervient sur les dangers biologiques et chimiques pouvant affecter la sécurité sanitaires des aliments. Il participe, dans son domaine d'intervention, à l'accomplissement des missions de référence, de recherche, d'expertise, de surveillance, de veille scientifique et technique de l'Agence. Le département contaminants chimiques des aliments comprend l'unité « Eléments traces métalliques et minéraux » et l'unité « Pesticides et Biotoxines Marines », en charge de quatre mandats nationaux de référence.

L'unité Eléments Traces Métalliques et Minéraux exerce ses compétences dans le domaine des contaminants inorganiques et minéraux de l'environnement avec une double mission d'activités de recherche (élaboration et validation d'outils analytiques en total et en spéciation, nanoparticules, bio-accessibilité, étude d'exposition) et d'activités d'appui scientifiques et techniques pour la direction Générale de l'Alimentation (DGAl). L'unité a un mandat de Laboratoire National de Référence (métaux lourds dans les denrées alimentaires d'origine animale). Les projets de recherche s'inscrivent dans le renforcement et l'extension de l'expertise de l'unité dans ses domaines d'activités.

L'unité est composée de 7 agents et dispose d'une plateforme analytique comprenant 3 ICPMS, 3 micro-ondes sous pression, 3 systèmes de chromatographie liquide et gazeuse.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité hiérarchique du Chef d'unité Eléments Traces Métalliques et Minéraux, le Chargé de projets devra s'impliquer de façon dynamique dans les activités d'appui scientifique et technique dans le domaine des éléments trace et des activités de recherche de l'unité.

Activités

- Elaborer des outils analytiques et coordonner leur validation,
- Organiser, valider et rédiger les dossiers de validation des différentes méthodes internes en qualité de coordinateur,
- Réaliser les essais et participer à l'organisation des essais inter laboratoires pris en charge par l'unité,
- Mettre en place des outils de traitement des données,
- Concevoir ou adapter des méthodes d'analyse multiélémentaire et couplées (HPLC ou GC) par détection ICPMS
- Contribuer aux actions de recherche et de développement analytique dans le cadre de projets de recherche, sur les thématiques retenues dans les orientations de recherche et développement de l'unité,
- Contribuer à la valorisation des protocoles développés et des résultats scientifiques obtenus dans le cadre publications scientifiques à comité de lecture, de rapports, posters, présentations à des séminaires nationaux et internationaux ou lors de réunions publiques,
- Assurer une veille scientifique et technique,
- Assurer la mise en œuvre et le respect des procédures qualité, participer à l'élaboration de documents qualités et au maintien de paramètres accrédités et à l'extension des portées COFRAC.

Conditions particulières

- Aucune contre-indication médicale pour les activités de laboratoire en chimie-analytique (manipulation d'acides, ports de gants, ports de masque,…)

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BAC +5 à BAC + 8 en chimie analytique, chimie inorganique.

Expériences similaires

- En laboratoire dans le domaine des contaminants inorganiques
- En conduite de projets scientifiques au niveau national et/ou européen
- En rédaction de publications et de rapports scientifiques

Compétences

- Connaissances confirmées en analyse mono et multiélémentaire par ICP-MS et en spéciation par des techniques couplées à l'ICP-MS (GC ou HPLC),
- Capacités et aptitudes pratiques à manipuler en laboratoire,
- Capacité d'analyse et de synthèse,
- Autonomie, capacité d'initiative, esprit d'équipe, rigueur et esprit critique,
- Capacités rédactionnelles avérées et aptitudes à la communication orale,
- Maîtrise de l'anglais scientifique (communication écrite et orale),
- Capacité à savoir présenter et à défendre des projets, à organiser et à conduire des réunions de suivi de projet (anglais et français), à valoriser le travail de l'unité,
- Connaissance en assurance qualité et des règles d'hygiène et de sécurité au laboratoire,
- Maitrise de l'outil informatique (pack office, pro logiciels, logiciels),
- Connaissances statistiques en traitements de données serait un plus.

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 13 novembre 2015

Renseignements sur le poste : Thierry GUERIN, chef du département contaminants chimiques des aliments (thierry.guerin@anses.fr)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2015-132 à : recrutement@anses.fr

Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt

Mise à disposition auprès de l'Institut forestier européen (EFI) (Bordeaux - France)

Chargé(e) de mission économie du bois et de la forêt

Catégorie : A – A+

Niveau parcours professionnel : 2

Présentation de l'environnement professionnel

L'Institut européen des forêts (EFI) est une organisation internationale créée par les États européens. Il est organisé en bureaux régionaux dans différents pays, dont EFI-Atlantic, Bureau régional couvrant la région Atlantique.
EFI-Atlantic promeut et mène des activités de recherche sur la gestion durable des forêts plantées. Par ailleurs, le bureau Atlantique développe des actions de partage de connaissances dans le cadre de son programme de recherche sur la gestion intégrée des risques en forêt, l'adaptation des forêts au changement climatique et l'atténuation des effets du changement climatique, l'intensification de la production de bois et, enfin, sur la viabilité économique des écosystèmes forestiers.
EFI-Atlantic est structuré autour d'une équipe de 5 salariés permanents, de chercheurs associés, et d'un groupe consultatif composé des professionnels de la forêt européenne.
Pour en savoir plus sur EFI-Atlantic : http://www.efiatlantic.efi.int/portal/

Objectifs du poste

- Le/la chargé/e de mission apportera l'expertise française dans les domaines de l'économie du bois et de la forêt :
-
  - production de bois et attentes sociétales : moyens, financements et coûts pour faire converger ces deux items et bénéfices attendus ;
  - le chiffrage des gains économiques liés aux services écosystémiques et éco-environnementaux dans le calcul des enjeux forestiers ;
  - l'évaluation économique des dégâts subis par les forêts d'Europe (dégâts liés aux sinistres – tempête, incendie, etc – et/ou attaques d'insectes, pestes végétales ou pression sur le foncier forestier (défrichement) ;
  - la mise en perspective des coûts des moyens de prévention par rapport aux enjeux économiques ;
  - la comparaison et analyse e la compétitivité et rentabilité des forêts de plantations et des autres systèmes forestier en Europe (ex : marché des feuillus) ;
  - les qualité et productivité du sol forestier et les enjeux économiques des sols forestiers ;
- il participera au sein de l'équipe d'EFI-Atlantic aux études menées sur la viabilité des forêts plantées et à une démarche d'analyse coûts-avantages de la gestion intégrée des risques dans le domaine de la forêt, l'impact économique du changement climatique et l'adaptation à ce changement des écosystèmes forestiers, le gain économique potentiel d'une intensification de la production de bois ;
- il devra développer des actions de recherche et d'innovation dans le domaine de l'économie du bois, en collaboration avec d'autres unités ;
- il sera en charge de la recherche et levée de financements extérieurs ;
- il construira et animera un réseau international actif dans le domaine de la recherche appliquée en économie du bois et de la forêt, en s'appuyant sur l'existant. Pour cela,

il développera des outils *ad hoc* et bénéficiera du savoir faire de l'organisme d'accueil (événements, études, renforcement des capacités, publications, etc.)

Description des missions à effectuer / tâches à exécuter

- Rédaction de synthèses et de revues bibliographiques avec des partenaires de la Recherche et du développement des différents pays d'Europe ;
- rédaction d'articles scientifiques et de vulgarisation ;
- contribution à la rédaction des projets et à la réalisation des tâches sur les projets en cours ;
- présentation des travaux dans des colloques et organisations d'événements pertinents ;
- mise en place d'outils méthodologiques adaptés aux problématiques soulevées ;
- création et animation de réseaux scientifiques sur les projets abordés.

Champs relationnel du poste

– Partenaires européens ; tous les partenaires du réseau EFI (http://www.efi.int/portal/members/member_organisations/) avec un lien privilégié avec les partenaires du réseau EFIATLANTIC (http://www.efiatlantic.efi.int/files/attachments/efiatlantic/efiatlantic-brochure_web.pdf)

– Partenaires internationaux : le partenariat hors Europe d'EFIATLANTIC inclus des échanges plus spécifiques avec la Nouvelle-Zélande et les membres de la task force sur les forêts cultivées : http://www.iufro.org/science/task-forces/planted-forests/

Compétences liées au poste

– Formation supérieure en économie de l'environnement ;
– Expérience confirmée dans le domaine de l'économie de la forêt et/ou des produits du bois, de préférence dans un contexte européen ou international ;
– Expérience d'animation et de réalisation de projets internationaux ;
– Maîtrise des mécanismes de financement de projets de recherche ;
– Bonne connaissance des institutions de l'Union européenne ;
– Parfaite maîtrise de l'anglais et du français, bonnes connaissances en espagnol ;

Durée de l'engagement : 3 ans (renouvelable maximum 2 fois un an) à Bordeaux, France

Personnes à contacter au MAAF

Véronique Borzeix, sous-directrice des filières forêt-bois, cheval et bioéconomie – poste : 01 49 55 51 17 ; veronique.borzeix@agriculture.gouv.fr
Catherine Rivoal, chargée de mission Affaires forestières internationales, sous-direction de la Forêt et du bois – poste : 01 49 55 42 32 ; catherine.rivoal@agriculture.gouv.fr

Une copie du dossier de candidature doit être envoyée à Rekha Bernard , chargée de mission animation du réseau international, sous-direction international ; ,
rekha.bernard@agriculture.gouv.fr

ONCFS **23/10/2015**
Avis n°372

AVIS DE VACANCE D'EMPLOI, A POURVOIR A COMPTER DU 1er FEVRIER

A pourvoir par voie de mutation interne, en position normale d'activité, en contrat de détachement ou en contrat à durée déterminée (1 an, renouvelable)

Catégorie :	Personnel de conception- Catégorie A technique
Fonction :	Ingénieur de développement d'applications et d'applications cartographiques (H/F)
Affectation :	Direction des systèmes d'information (DSI) / Pôle Assistance à Maîtrise d'ouvrage
Niveau d'étude :	Le candidat possèdera une double Formation initiale en biologie et Informatique puis avec une Spécialisation de type MASTER SIG Niveau ingénieur ou formation universitaire niveau Bac+5
Résidence administrative :	Toulouse – Actisud - 18 rue jean perrin (31) – (non logé)

Contexte

L'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) est un établissement public administratif de l'Etat dont les missions sont fixées par la loi et peuvent être consultées sur son site internet : http://www.oncfs.gouv.fr
L'Office est organisé en services à compétence nationale (les Directions) et territoriale (les Délégations interrégionales).

La Direction des systèmes d'information (DSI) prépare et conduit la politique de l'établissement en matière de systèmes d'information afin de prendre en compte les besoins de l'ensemble des structures et de respecter les priorités décidées par le Directeur général et proposées par le Comité de Management des systèmes d'information (CMSI). La politique conduite s'appuie sur un schéma directeur stratégique des systèmes d'information.

Les implantations :
- Paris - Wagram (75) qui accueille La Direction générale, ses missions et la Direction des Ressources Humaines,
- Saint-Benoît (78) où sont situées les 2 Directions opérationnelles (Police, Recherches et Expertise), la Direction Financière, la Direction des Systèmes d'Information et l'Agence comptable,
- Le Bouchet (45) où est situé le Centre de formation de la Direction des ressources humaines.
- 10 Délégations interrégionales,
- Environ 90 services départementaux ou interdépartementaux,
- Une dizaine de Brigades mobiles d'intervention, (BMI)
- 5 Centres nationaux d'études et recherches appliquées (Unités) répartis sur le territoire,
- Soit environ 150 sites.

La Direction des Systèmes d'Information (DSI) est composée de 3 Pôles, d'un secrétariat (1 personne) :
- Pôle Assistance à maîtrise d'ouvrage, conduite de projet et support applicatif (5 personnes)
- Développement et SIG (1 personne)
- Pôle Infrastructure, réseau, système, sécurité et postes de travail (2 personnes)
- Pôle Assistance utilisateurs et relations utilisateurs (11 personnes)

Son périmètre d'intervention se décompose comme suit :
- Infrastructures (réseau Lan et Wan, système, SGBDR, postes de travail, unités d'impression y compris copieurs)
- Conduite de projet et support applicatif
- Développement
- Assistance utilisateurs 1er, 2ème et 3ème niveau
- SIG

1 500 postes et 2 petits Datacenter, 14 serveurs applicatifs ou bureautiques sont répartis sur une dizaine de sites, en réseau VPN.

Description de l'emploi

Sous l'autorité du Responsable de Pôle AMOA, l'Ingénieur de développement est force de proposition en matière de SIG, à ce titre il élabore et propose la politique en matière de SIG. En plus de l'animation du réseau SIG de l'établissement, il animera entre autres le groupe de développement autour du Framework Aigle, et veillera à la cohérence et à la pertinence des référentiels métiers SIG.

➢ Dans le cadre de l'actualisation du schéma directeur et au sein du groupe de pilotage des SIG, l'Ingénieur de développement d'applications Cartographiques:

- Finalise les deux applications web pour la saisie des données de deux réseaux gérés pas l'Unité Petite Faune Sédentaire (Lièvre et Perdrix Rouge)
- Administre les applications BDBiodiv et Orion, et met en œuvre leur portabilité sur tablettes.
- Implémente les nouvelles fonctionnalités demandées par le groupe utilisateur Orion.
- pilote et coordonne l'avancement des différentes phases des projets prévues pour 2016, en utilisant les supports internes.
- participe aux comités de maîtrise d'ouvrage et aux groupes de gouvernance des projets en qualité de chef de projet informatique.
- Garantit un développement homogène, standard et structuré des SIG au sein de l'ONCFS.
- Assure la cohérence et veille à l'interopérabilité du SIG de l'ONCFS avec les partenaires institutionnels (SINP…).

➢ Dans le cadre des projets SIG nationaux, l'Ingénieur de développement du pole SIG mène l'analyse des besoins avec la Direction et la Délégation régionale concernées afin de rédiger un cahier des charges.
Dans ce cadre, l'Ingénieur de développement :

- définit et coordonne la mise en œuvre des aspects techniques des projets,
- assure la vérification du respect et des méthodes, normes et outils préconisés ainsi que le respect des standards, de l'interopérabilité et de l'utilisation de produits ouverts,
- contrôle la mise en œuvre de la qualité du déploiement de la solution technique (recette des réalisations),
- participe à la conception des outils de formation dédiés aux utilisateurs.

Profil attendu

Savoir-faire	Connaissances
Conception & Administration du S.I.G.	
Savoir modéliser (MCD et MLD), architecturer et gérer des bases de données; Mise en application des techniques qui permettent la mise en cohérence du SI avec les bases de données ; Administrer le SIG. Administrer et développer à partir du **Framework Aigle.** Expérience confirmée en matière de développement et conduite de projets géomatiques (SIG)	Une connaissance prouvée dans l'analyse et la modélisation de base de données en général et en particulier appliquée au SIG. Utilisation de plusieurs logiciels SIG (ArcGis, Qgis) ; Une Maitrise des ETL généralistes Talend.. et spécialisé FME Maîtrise Postgre Postgis et d'Access; Connaissance du langage de développement Une maitrise du Framework Aigle, afin d'être opérationnel immédiatement.
Appui et assistance à maîtrise d'ouvrage	
Elaborer des prescriptions pour le développement d'un projet SIG Définir des clauses techniques, des spécifications fonctionnelles et rédiger un cahier des charges	Méthodes d'ingénierie de projets Méthodes et outils de planification Maitrise des Technologies Web
Assistance aux utilisateurs	
Conseiller les utilisateurs dans le cadre de changement ou d'optimisation des systèmes Informer, former et sensibiliser aux techniques Accompagner les utilisateurs dans leurs projets, leur apprentissage des SIG	Notions d'anglais technique (informatique)

➢ Savoir-être : qualités d'écoute et diplomatie, aptitude à prendre du recul.

Personnes à contacter – Modalités pour déposer une candidature

Pour obtenir des renseignements sur le poste :
Monsieur Thierry THOMAS, Directeur des systèmes d'information : thierry.thomas@oncfs.gouv.fr / 01.30.46.60.81

Pour candidater :
Les personnes intéressées devront adresser, en indiquant le numéro du présent avis, leur **candidature avant le 23 décembre :**
- terme de rigueur -, selon les cas :
-en **interne,** à l'aide de l'imprimé spécifique disponible sur intranet,
-ou en **externe,** par lettre de motivation, (avec curriculum vitae détaillé et les trois dernières fiches d'évaluation).
Ces documents sont à envoyer à l'adresse : marie-france.kerveadou@oncfs.gouv.fr
Sous le timbre suivant : Monsieur le Directeur Général de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage
Direction des Ressources Humaines-85 bis avenue de Wagram-75017 PARIS